



COMMENT ON EST PARVENU A LA PAIX AU SALVADOR

Enrique Ortego *

Managua, 12 janv.— Quelques heures avant la fin du mandat de Javier Pérez de Cuellar à l'ONU, les représentants du FMLN et du gouvernement salvadorien, réunis durant quatre jours à New York, n'étaient parvenus qu'à des accords partiels.

LE ROLE DE PEREZ DE CUELLAR

Dans la négociation, le président Cristiani maniait bien ses cartes. Le gouvernement salvadorien venait écouter les propositions de la guérilla ou des médiateurs, puis les rejetait ou commençait à y introduire des modifications. Cette tactique prit fin en septembre dernier lorsque J. Pérez de Cuellar décida de faire valoir le mandat qu'il avait reçu du Conseil de sécurité de l'ONU. Il commença alors à proposer les conditions que chaque partie devait accepter. L'accord le plus important a concerné la création d'une Commission pour la paix, formée de deux représentants du gouvernement (dont un militaire), de deux représentants du FMLN et d'un pour chaque parti représenté au Parlement. Tant que durera le processus de pacification qui se terminera par le désarmement de la guérilla, cette commis-

sion sera une sorte de "gouvernement de coalition" qui supervisera tout ce qui concerne les accords.

La portée réelle des Accords de New York n'apparaît pas dans le document officiel mais dans un texte confidentiel intitulé "Entendus des Accords de New York", qui aborde les thèmes les plus délicats de la négociation. On peut y lire par exemple que les deux militaires qui assisteront aux travaux de la commission chargée d'épurer l'armée ne participeront pas à la phase secrète de l'enquête et n'auront pas voix au chapitre en ce qui concerne le verdict final. L'autre thème évoqué à New York est celui de la création de la Police nationale civile, à laquelle le FMLN pourra s'intégrer. En échange, la guérilla a renoncé à son exigence de dissolution des deux armées et a accepté de ne pouvoir s'intégrer à l'armée une fois qu'elle aura été épurée et réduite. Un mois plus tard, au Mexique, le médiateur Alvaro de Soto

remit aux deux parties un document de travail sur les Forces armées, c'est-à-dire qu'il leur imposa des conditions pour voir si elles pouvaient les accepter. Ce document définit les "Principes doctrinaux des Forces armées" et affirme que leur unique fonction est la dé-

SOMMAIRE

Comment on est parvenu à la paix au Salvador

Le calendrier de la paix

Réactions aux accords

La paix n'est pas comme le café instantané

Réfugiés au Nicaragua

Le Général Ortega décore un militaire étatsunien

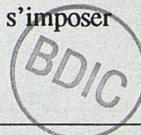
Waslala dans la guerre

Les concessions à la recontra

Vers une alternative autogestionnaire ?

Le retour d'Aristide semble s'imposer

En bref



40 P 11481

fense de la souveraineté et du territoire, le maintien de l'ordre et de la sûreté publique étant hors de ses attributions. Le texte définit la sûreté publique comme le "respect des droits individuels et sociaux de la personne", qui devront être garantis par la future Police nationale. De même, le système de formation de l'armée sera supervisé par un conseil académique composé de civils et de militaires proposés par le Président de la République en respectant le pluralisme politique. De plus, la dissolution de la Direction nationale des services secrets et son remplacement par un nouvel organisme subordonné au pouvoir civil et contrôlé par l'Assemblée ont été décidés. Par ailleurs, le médiateur proposait que l'Inspection de l'armée soit aux mains d'un civil, conseillé par une équipe technique de militaires.

LES ETATS-UNIS FONT PENCHER LA BALANCE

Le 31 décembre, l'intervention du sous-secrétaire d'Etat du gouvernement étatsunien Bernard Aronson a été décisive. Son équipe et lui se sont introduits dans toutes les discussions de la négociation pour montrer clairement que les Etats-Unis soutenaient Pérez de Cuellar et n'étaient pas disposés à tolérer un nouveau retard. Sa position a été particulièrement importante sur un des thèmes les plus délicats, la réduction de l'armée.

C'était déjà la recommandation faite par l'AID quelques mois avant, dans un document interne qui préconisait l'incorporation de la majorité des anciens combattants de l'armée et de la guérilla à un programme de reconstruction de l'infrastructure publique sous le contrôle des municipalités, qui sont en grande partie aux mains d'ARENA. Quant aux anciens officiers et soldats de l'armée et du FMLN, l'AID prévoyait des bourses de formation. Mais la proposition de l'ONU à ce propos s'est limitée à offrir aux démobilisés de l'armée et de la guérilla une indemnité équivalente à un an de salaire et à demander au gouvernement de mettre en place des projets qui permettent leur retour à la vie civile.

Cependant, la question du nombre des effectifs de l'armée n'a pas pu être réglée le 31 décembre. L'armée demandait que les effectifs soient calculés selon le nombre d'habitants. Le FMLN estimait que ce critère devait être appliqué à la police et quant à l'armée, puisque sa mission est la défense du territoire, il proposait de calculer un soldat pour cinq kilomètres carrés.

LE DERNIER OBSTACLE: LA POLICE ET L'ARMEE

La question de la police n'a pas non plus été facile à négocier. Le point de départ de la discussion était une proposition du chef de la police de Catalogne (Espagne) qui prévoyait pour chaque catégorie un niveau scolaire minimum et une formation de trois mois. Le FMLN et le gouvernement étaient d'accord pour baisser les niveaux scolaires proposés mais la négociation s'est bloquée sur d'autres aspects. Le FMLN réclamait pour ses hommes 35 % des effectifs, 25 % pour les policiers actuels et 40 % pour de nouvelles recrues. Il réclamait également le contrôle de la police dans les départements de Chalatenango,

Morazan, Usulutlan, San Vicente, San Miguel, Cuscatlan et Cabañas, demande que le gouvernement a rejetée sans appel. Ce thème devra être réglé avant le 16 février.

Le plus important des accords est l'établissement d'un cessez-le-feu irréversible, qui entrera en vigueur même si les deux parties n'ont pas fini de se mettre d'accord sur les détails. A court terme, deux ou trois mille Casques bleus arriveront au Salvador et l'armée tout comme le FMLN devront rester dans des casernes situées dans des zones déjà définies. Le contrôle du territoire sera sous la responsabilité de l'ONU, qui garantira la bonne marche du processus de huit mois pendant lesquels les deux armées devront mettre en oeuvre leur désarmement, selon ce qui a été décidé. Pendant ce temps, le FMLN pourra créer une structure politique pour participer aux élections de 1994 et l'aide commencera à arriver à un Comité de reconstruction composé de représentants du gouvernement, du FMLN et des groupes affectés par la guerre. Comme point de départ, le gouvernement s'est déjà engagé à respecter la tenure actuelle de la terre dans les zones contrôlées par le FMLN et à remettre aux paysans toutes les propriétés de plus de 245 hectares. Une des raisons pour lesquelles les Salvadoriens se sont entre-tués pendant onze ans.- (ANN/Barricada)

* *Rédacteur en chef de la revue Pensamiento Propio*

LE CALENDRIER DE LA PAIX

POUR LE FMLN

1er février 92 : cessez-le-feu et début de la démobilisation du FMLN

1er mai 92 : 20 % des effectifs du FMLN démobilisés

31 mai 92 : 40 % des effectifs du FMLN démobilisés

30 juillet 92 : 60 % des effectifs du FMLN démobilisés

31 octobre 92 : démobilisation totale du FMLN et dissolution de sa structure militaire

POUR L'ARMEE

1er février 92 : cessez-le-feu

17 juillet 92 : premier Bataillon d'infanterie et de réaction immédiate (BIRI) dissout

30 novembre 92 : cinquième et dernier BIRI dissout

31 janvier 94 : conclusion du processus d'épuration des Forces Armées; à cette date, les effectifs devront être réduits de 50,2 % (passant de 63 175 à 31 000)

AUTRES DATES

1er mai 92 : la nouvelle Académie de Police est opérative; date limite de la légalisation du FMLN comme parti politique

1er février-31 octobre 92 : processus de réduction des groupes de défense civile et des patrouilles cantonales; dissolution de la

Direction nationale des services secrets, de la Garde nationale et de la "policia de hacienda" (police chargée des délits économiques devenus corps répressif; évaluation de la Police nationale.

REACTIONS AUX ACCORDS

Managua, 17 janv. — Le commandant de la guérilla et dirigeant du Parti Communiste salvadorien, SHAFICK HANDAL, qui conduisait la délégation du FMLN à Mexico, a déclaré : "On a tenté pendant longtemps de changer le système, y compris par la voie électorale. Mais les portes se sont fermées et nous avons dû prendre les armes pour les ouvrir. Nous avons mené cette lutte jusqu'au bout au prix du sacrifice et de la souffrance du peuple. Une étape de reconstruction s'ouvre aujourd'hui et le peuple est conscient du défi que cela représente. Nous désirons vivre en paix avec la communauté centraméricaine et nous sommes favorables à une rapide démilitarisation dans la région pour instaurer la démocratie et la stabilité. Nous nous sentons orgueilleux de signer la paix. Celle-ci n'aurait pas été possible sans l'aide internationale". A ce propos, S. Handal a rendu hommage au Mexique et à la France qui, dès 1981, ont reconnu le FMLN comme force politique représentative du peuple salvadorien. Il a affirmé que les Salvadoriens aspiraient à une "nouvelle relation fondée sur la dignité et la coopération" avec les Etats-Unis. Le dirigeant de la guérilla, interrogé par la chaîne de télévision étatsunienne CNN, a signalé que si les accords signés étaient positifs, il ne fallait toutefois pas oublier que certains secteurs salvadoriens y étaient opposés.

Le président CRISTIANI a reconnu pour sa part que le conflit armé avait son origine dans des problèmes socio-économiques et a admis que le Salvador d'aujourd'hui ne présentait pas un cadre démocratique. Il a déclaré que les accords représentaient la base d'une solution à ce problème et que l'apport du FMLN était nécessaire à l'établissement d'une démocratie stable au Salvador.

Au Nicaragua, le ministre de la présidence ANTONIO LACAYO a réagi en faisant part de sa "préoccupation" pour la concurrence que le Salvador va dorénavant représenter pour le Nicaragua dans la course à l'aide internationale. "Nous allons frapper aux mêmes portes", a-t-il constaté, et ceci dans un contexte difficile: "Les sources d'aide se réduisent et la demande s'accroît", alors que l'Europe se tourne principalement vers les ex-pays socialistes et que les Etats-Unis souffrent une récession économique.

Dans un éditorial de Barricada, CARLOS FERNANDO CHAMORRO fait une analyse de la situation salvadorienne au lendemain des accords : "Pour la première fois, la classe dominante salvadorienne reconnaît une limite à l'usage de la répression, qui a été sa méthode principale dans l'exercice du pouvoir politique. L'Etat terroriste doit disparaître, au moins selon le texte de l'accord, pour céder le pas à une société où les conflits

sociaux se règlent par la négociation politique et non par le massacre (...). Mais l'équilibre des forces militaires n'est pas reflété de manière symétrique par un équilibre des forces sociales. A la différence du Nicaragua, où la Révolution de 79 s'est appuyée sur des contradictions entre certains secteurs de la bourgeoisie et la dictature, au Salvador, nous assistons à un match nul entre le bloc des forces populaires et le bloc dominant, soutenu par les Etats-Unis. Dans cette lutte, les forces populaires n'ont trouvé que peu, ou pas, d'appui de poids dans la société salvadorienne (...). Le mérite de la guérilla est extraordinaire car elle a réussi à arracher à l'extrême-droite des conquêtes historiques dont bénéficiera l'ensemble de la société. Mais maintenant, la tâche est plus complexe : le bloc populaire devra se transformer en force nationale, s'ouvrir de nouveaux espaces et faire des alliances pour approfondir les réformes(...). Comme au Nicaragua, bien que dans des conditions politiques différentes, le défi réside aujourd'hui dans cette lutte pour élargir les espaces politiques, sociaux et économiques de la participation populaire pour mettre en oeuvre des projets nationaux avec une hégémonie démocratique". - (ANN)

LA PAIX N'EST PAS COMME LE CAFE INSTANTANE

Jacinta Escudos *

Managua, 15 janv. — La vérité est que nous avons imaginé ce jour différemment. Nous rêvions d'une foule célébrant le triomphe, comme le 19 juillet 79 à Managua. Ce serait sur la Place de la Liberté, bien sûr, au coeur de San Salvador. San Salvador, tellement blessée qu'on aurait du mal à la reconnaître. Et nous tous, plus vieux et plus fatigués, mais optimistes et prenant notre courage à deux mains pour reconstruire le pays. La Révolution ou la mort! C'était notre consigne.

C'est par la magie de la télévision qu'est arrivée la nouvelle au million et demi de Salvadoriens qui ont dû quitter leur pays. Une image étrange : celle de messieurs en costume-cravate signant des documents à quelques heures de la nouvelle année. Année de la paix, disent-ils. A la même table, les deux bandes adverses, souriant et applaudissant. On les confond à cause de leurs vêtements. Protocole oblige.

J'ai entendu la nouvelle et je n'ai pas pu y croire. Ils ont signé. En théorie, cela signifie la paix. Alors pourquoi au lieu d'euphorie n'ai-je ressenti qu'un soulagement à l'idée de ceux qui, maintenant, vont cesser de mourir ? La réponse est venue avec les informations du jour suivant : la nuit même de la signature des accords, les Escadrons de la mort se sont répandus en menaces. Ils disent qu'on ne pourra pas faire paître les loups avec les brebis, les loups étant bien sûr les terroristes subversifs.

Les guérilleros disent que s'ils n'ont pas une part réelle de pouvoir, ils ne rendront pas leurs armes. Cristiani insiste : il n'y aura aucune part de pouvoir, ni grande ni petite, pour le FMLN.

Les combats continuent. Un prêtre a disparu et onze autres ont été condamnés à mort par l'Armée secrète de Salut national ; ils sont accusés d'avoir aidé la guérilla. Ils sont tous membres du Conseil national des Eglises; parmi eux se trouve l'évêque luthérien Medardo Gomez.

Mais imaginons que tout aille bien et qu'il y ait effectivement une possibilité de tout recommencer. Cristiani dit qu'on a besoin de deux milliards de dollars pour la reconstruction. Il parle là de ce qui est monnayable, mais il y a une espèce de destruction qui n'est pas chiffrable ni réparable : les familles séparées par la mort, par la distance, par le temps, par les divergences politiques ; les mutilés de guerre des deux bords, les orphelins, les disparus, les enfants grandis trop vite parce qu'il fallait des combattants, les séquelles psychologiques.

Pendant tout ce temps, nous avons appris à survivre en faisant n'importe quoi n'importe où, dans le pays ou ailleurs. Nous avons dû ravalier nos mots pour nous adapter au rythme de l'histoire, changer notre discours politique, en improviser un autre en chemin. Il a changé petit à petit, ainsi que les méthodes, presque sans que l'on s'en rende compte. Avant, la seule chose à faire était de se battre à mort. Aujourd'hui, il est habile de négocier. L'histoire nous a doublé en chemin et nous arrivons au but les derniers. Un but qui n'est pas si clair aujourd'hui.

On rirait et peut-être on aurait honte si aujourd'hui nous parlions de socialisme. Pourtant c'est cela que nous voulions. Ensuite nous avons voulu être comme le Nicaragua Sandiniste. Et ensuite, nous pouvions bien être social-démocrates. Il était prudent de modérer le ton pour gagner des alliances politiques qui permettraient de continuer à financer la guerre, pour gagner également une image respectable, être reconnus comme bandits professionnels.

Il y a eu 80 000 morts, mais les morts avaient commencé avant, depuis cette maudite année 1932. Des forêts entières ont été brûlées pour débusquer les refuges de la guérilla. Une partie de la terre n'est plus cultivable à cause des bombardements au phosphore et au napalm. Les quelques ressources naturelles qui nous restent s'épuisent. Le choléra est là. Le Salvador, comme toute l'Amérique latine, est une bombe à retardement. Parce qu'arrêter la guerre ne signifie pas la paix instantanée. Parce que les "quatorze familles" continuent à exister; elles se sont même multipliées et sont maintenant trente et quelques qui, grâce au pouvoir de leur argent, tirent les ficelles et utilisent certains secteurs de l'Armée. Ceux-là mêmes qui, la nuit venue, se déguisent en justicier anonyme pour défendre la société chrétienne, comme ils disent, contre les agents du communisme.

On revient à la case départ. Le FMLN va rentrer dans la lutte politique légale et participera probablement aux prochaines élections. Maintenant il faut se tenir bien, être de bons citoyens. Changer encore une fois le discours. Les guérillas sont passées de mode. Le monde veut la libre entreprise et le libre commerce. Pour cela les pays socialistes se sont effondrés comme des châteaux de sable. Nous, les plus tristes parmi les tristes du monde, nous arrivons en retard au rendez-vous de notre propre avenir. Nous avons laissé passer l'heure. Nous, les hommes-à-

tout-faire, à-tout-vendre, à-tout-manger, les éternels suspects que nous sommes, les Salvadoriens, nous allons continuer à nous battre d'une autre manière. Mais à nous battre, encore à nous battre.

Soyons prudents dans notre allégresse. Gardons les yeux bien ouverts. Certains fusils continuent à tirer. Pouvons-nous avoir confiance dans l'armée, historiquement divisée pour ses propres intérêts? Pouvons-nous avoir confiance dans notre système judiciaire qui vient de monter une parodie de procès pour absoudre certains responsables de l'assassinat des jésuites? N'oublions pas que l'assassin de Monseigneur Romero court toujours... - (ANN/El Nuevo Diario)

**Ecrivain salvadorienne résidant au Nicaragua.*

REFUGIES AU NICARAGUA

Managua, janv.— Entre 1982 et 1989, 23 000 Salvadoriens, fuyant la guerre dans leur pays, ont cherché refuge au Nicaragua. Le poète, écrivain et guérillero salvadorien Augusto Morel vient de publier à Managua un livre-témoignage sur ses compatriotes exilés au Nicaragua (*).

L'exode salvadorien n'a pas commencé avec le conflit qui a opposé la guérilla et l'armée gouvernementale au début des années 80 mais provient de la répression militaire et de la crise économique qui ont marqué l'histoire du Salvador depuis le massacre de 30 000 paysans en 1932. Dès 80, l'armée gouvernementale salvadorienne applique contre les paysans, accusés sans discrimination d'être "subversifs", différentes stratégies dont l'objectif est de dépeupler de vastes zones. A celle de la terre brûlée succède celle de l'enclume et du marteau puis la guerre de faible intensité. A. Morel mentionne quelques-uns des innombrables massacres qui jalonnent le conflit, comme celui de El Mozote (1009 morts) et celui de Rio Sumpul (600 morts). Un million et demi de Salvadoriens doivent fuir leur pays et un autre million deviennent des déplacés de guerre dans leur propre patrie. Tandis que les Etats-Unis arment les militaires salvadoriens pour perpétrer le génocide et lancent l'agression contre le Nicaragua libre, ce pays devient le lieu préféré de l'exil salvadorien en Amérique centrale.

SURVIVRE

"Le Nicaragua apparaissait comme une lumière dans l'obscurité de la forêt", explique un exilé. Pour la majorité, la première étape est un campement de réfugiés. "La nourriture y était bonne, nous étions soignés lorsque nous étions malades et nous avions une école primaire". De plus, des programmes spéciaux de formation et d'attention sociale sont mis en oeuvre. Les habitants des campements jouissent d'une totale liberté personnelle et ont accès à l'éducation gratuite. "Cette possibilité de se déplacer dans tout le pays et la souplesse en ce qui concerne le travail n'ont jamais existé dans d'autres pays d'accueil". C'est

pour cela que le désir est grand de commencer une existence hors des campements, même si beaucoup n'échappent pas aux problèmes traditionnels de l'exil, la vie un peu nomade à la recherche d'un emploi ou l'obligation de changer de métier. En 84, la majorité des réfugiés ont commencé à s'organiser une existence individuelle et les campements disparaissent.

Un aspect essentiel de la politique d'intégration menée par le gouvernement sandiniste est la formation de coopératives agricoles mixtes, dans lesquelles Salvadoriens et Nicaraguayens apprennent à vivre ensemble. Elles ont été "une expérience unique en Amérique latine". Par ailleurs, les réfugiés fondent des collectifs indépendants combinant des formes communautaires de production et de vie; un apprentissage qui aura ses répercussions quand ils seront de retour dans leur patrie.

LE RETOUR

Les projets sociaux et productifs de la communauté salvadorienne bénéficient de l'appui d'organisations de solidarité venues au Nicaragua pour soutenir la Révolution sandiniste. Jusqu'en 1989, les projets des organisations salvadoriennes ACRES, RESALCOOP, et PROCARES sont florissants dans tout le pays.

Après le changement de gouvernement en 90, la situation des réfugiés se modifie du jour au lendemain. En plus des problèmes économiques liés à l'application de mesures néo-libérales, ils deviennent la cible de campagnes politiques. Des sympathisants de l'UNO et des médias de droite les dénoncent comme des guérilleros du FMLN et des terroristes qui enlèvent aux Nicaraguayens le pain et travail. Leurs coopératives commencent à subir des intimidations et des représailles de la part des gouvernements salvadorien et nicaraguayen. C'est pour cela que beaucoup commencent à faire pression pour un retour immédiat au Salvador. Mais les deux gouvernements ainsi que le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) tentent de l'entraver par des manoeuvres bureaucratiques. Le point central du conflit réside dans la demande des réfugiés de pouvoir rentrer au pays par voie terrestre de façon collective, pour plus de sécurité, et d'emporter leurs affaires personnelles et leur instruments de travail. Ce n'est qu'après une lutte qui prend parfois des aspects dramatiques qu'en mars 91, le premier groupe de 285 rapatriés peut retourner collectivement au Salvador.

Le livre d'A. Morel, qui rappelle la vie des réfugiés salvadoriens au Nicaragua, est un remerciement aux Nicaraguayens et aux militants de la solidarité qui les ont soutenus. Un témoignage intéressant pour tous ceux qui vivent la même situation ou ceux qui se consacrent au problème de l'exil. -(ANN)

* *Augusto Morel: "Refugiados salvadoreños en Nicaragua", Managua 1991, 176 pages.*

LE GENERAL ORTEGA DECORE UN MILITAIRE ETATSUNIEN

Managua, 16 janv.— Le Général Humberto Ortega, chef de l'Armée populaire sandiniste (EPS), a décoré de l'ordre Camilo Ortega le lieutenant-colonel Dennis Quinn, attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis, "en reconnaissance de son travail pour le renforcement des relations professionnelles et institutionnelles constructives et franches entre les Forces armées étatsuniennes et le Nicaragua". Les réactions des militants sandinistes n'ont pas manqué. Rosario Murillo, veuve de Camilo Ortega (mort au combat en 1978 pendant l'insurrection de Masaya) et épouse actuelle de Daniel Ortega, a déclaré que si les Nicaraguayens veulent la paix et ne sont pas ennemis du peuple étatsunien, ils ne peuvent pour autant oublier la guerre menée par les Etats-Unis contre leur pays et les morts qu'elle a coûtés. Elle a exprimé sa tristesse mais a estimé qu'il s'agit aussi de dignité. La revue *Gente* partage l'opinion de R. Murillo mais fait remarquer qu'en acceptant la décoration la plus haute de l'EPS, l'armée des Etats-Unis reconnaît implicitement la légitimité de cette dernière. Les réactions de militants et de personnalités sandinistes publiées dans la presse reflètent l'indignation. Luis Carrion, membre de la Direction nationale, a estimé que c'était une erreur politique de l'EPS d'avoir choisi la médaille Camilo Ortega pour décorer un militaire étatsunien, à cause de la valeur symbolique de cet ordre.

Dans une lettre ouverte publiée dans *Barricada*, le Général Ortega a répondu aux nombreuses attaques dont il est l'objet, rappelant que le lieutenant-colonel Quinn, "dans les moments les plus complexes et radicalisés du conflit interne, et au milieu des tensions les plus fortes avec le gouvernement étatsunien, a su être objectif et renforcer un style de relation digne et de respect mutuel". Il ajoute: "Cet acte a un profond contenu historique; sans que notre armée cesse d'être professionnelle et hors des partis, pour la première fois un révolutionnaire comme moi, formé par les idées de Sandino, sous le portrait de Sandino, devant les drapeaux du Nicaragua et des Etats-Unis, avec qui nous nous sommes battus à mort, (signale que) nous allons aujourd'hui vers une nouvelle relation qui, nous l'espérons, garantira un avenir tel que l'avait rêvé Sandino, un avenir d'amitié entre les peuples". Quant à ceux qui l'ont remis en cause, il estime qu'il s'agit "d'une minorité de gauchistes qui manipulent le sentiment patriotique et la dignité de la nation pour attiser une confrontation fanatique et aventuriste. Minorité radicale qui prétend inutilement attirer le peuple pauvre, qui subit des conditions économiques difficiles, par des propositions irréalisables et destabilisatrices". Pour finir, il règle son compte au Commandant de la Révolution L. Carrion, qualifiant ses déclarations de rapides et ambiguës et dénonce "ses réactions passionnelles, explicables chez certains militants de base" mais qui ne correspondent pas à l'attitude que doit adopter un dirigeant, tenu de rester froid et solide "pour expliquer et conduire les phénomènes".

Dans un éditorial de Barricada, Carlos F. Chamorro a réagi à la lettre ouverte d'H. Ortega, répétant que ce n'est pas la normalisation des relations entre les deux armées que les militants remettent en cause mais le choix de la médaille Camilo Ortega. "Associer avec mépris les protestations populaires au sentimentalisme et à la position d'une minorité radicale, c'est ne pas voir l'évidence. Les sentiments patriotiques font aussi partie de la conscience politique du peuple". A propos du jugement porté par H. Ortega sur L. Carrion, l'éditorialiste écrit: "Le chef de l'armée n'a pas à décider comment doivent être les dirigeants du parti (...) Personne n'a le droit de s'arroger le monopole de la vérité et du bon sens. Le Général ne peut s'ériger en juge et partie du parti. Si nos dirigeants devaient rester "froids" au point de perdre leur sensibilité politique face à des faits qui affectent la base, nous serions condamnés au pire des échecs (...) A propos de la décision actuelle du Général, on a des éléments pour comprendre ses intentions à moyen terme, mais cela n'efface pas les très nombreuses questions sur ses finalités, en particulier parce que les définitions de fond sur le projet de société auquel nous aspirons n'ont même pas commencé à être ébauchées".

C'est là le problème souligné par d'autres commentateurs qui demandent que commence le débat qui n'a pas vraiment eu lieu lors du Congrès.- (ANN)

WASLALA DANS LA GUERRE

Managua, janv. — Waslala, au cœur de la montagne et au centre géographique exact du Nicaragua, a oublié ce qu'est la paix. Théâtre de la lutte insurrectionnelle puis de la guerre contre-révolutionnaire, ses habitants n'auront connu qu'une brève trêve après les élections de 90. Le dialogue établi entre les contras démobilisés et les paysans sandinistes des coopératives n'a pas suffi à faire taire définitivement les armes. L'extrême-droite locale, comme ailleurs dans le pays, exploite le ressentiment et les frustrations des paysans de l'ex-contras toujours en attente d'une terre. La multiplication des actions de la recontra a obligé certains sandinistes à se réarmer pour se défendre. Le récent enlèvement du dirigeant local du FSLN, Leonel Ortiz, libéré le 23 décembre, a mis la région au bord de l'explosion. Il a expliqué à l'ANN l'évolution de la situation à Waslala.

ANN: Comment la région de Waslala a-t-elle vécu la fin de la guerre et le retour des contras démobilisés ?

LO: Dans notre zone, la guerre a été violente. Pourtant l'effort de concertation et de réconciliation entre les paysans des 22 coopératives et les ex-contras a porté ses fruits. Le FSLN a ouvert grand ses portes et a manifesté tout de suite sa volonté de prendre en charge les intérêts de tous les paysans, contras inclus. Le rôle de l'Eglise catholique et de l'Eglise évangélique a également été important dans le dialogue. Au sein de la Commission agraire régionale, dans laquelle siégeaient des représentants de l'UNO, du FSLN, du gouvernement et de la

Résistance, nous avons négocié la formation d'une banque de terres pour les démobilisés, l'attribution de terres privées, avec une indemnisation du gouvernement aux propriétaires spoliés, nous leur avons cédé les terres d'une des coopératives sandinistes ainsi que des maisons et de l'outillage. 600 des 2 300 contras de retour à Waslala ont ainsi reçu une parcelle. Cette coordination a permis une certaine stabilité dans la zone jusqu'à ces derniers mois.

ANN: Quelle a été l'origine des tensions et du réarmement ?

LO: D'une part l'irresponsabilité du gouvernement qui ne donne pas suite à ses promesses. Il devait habilitier les terres vacantes en ouvrant des chemins, fournir du matériel agricole, faciliter l'accès au crédit. Il y a près de 4 000 hectares de terres cultivables dans les profondeurs de la montagne, de quoi répondre aux besoins, mais il faut doter ces terres d'une infrastructure. Si le gouvernement se décide à le faire comme promis, il y aura une solution au conflit. D'autre part, les tenants de l'extrême-droite locale ont su manipuler les mécontents, les paysans sans terre. Il s'agit à Waslala du délégué du ministère de l'Intérieur et d'un conseiller municipal de l'UNO. Nous savons qu'ils reçoivent un appui matériel direct du vice-président Virgilio Godoy pour mener à bien leur plan. Des groupes de recontras se sont donc formés, recrutés localement et dirigés par d'anciens chefs de la contras, et nos efforts ont en partie échoué. En novembre dernier, la pression et l'insécurité étaient telles que des groupes de défense se sont constitués. C'est ainsi qu'a surgi le mouvement des recompas.

ANN: Depuis lors, quelle est la situation militaire ? Comment agissent les différents groupes armés ?

LO: Les recontras s'en prennent aux paysans sandinistes pour intimider, terroriser, et tentent d'envahir les coopératives. Rien qu'à Waslala, ils ont déjà tué cinq paysans, en ont séquestré deux et ont occupé deux coopératives. Les recompas, qui sont environ 200 dans notre zone, agissent de manière défensive. Leurs groupes sont formés d'anciens membres des Forces armées, aujourd'hui licenciés et de retour dans la région, ainsi que de membres des coopératives. Ils cherchent à maintenir un cordon de sécurité autour des coopératives et chacune d'elle est protégée en plus par un groupe qui s'y maintient. Il faut préciser que malgré les agressions permanentes de ces derniers mois et le manque de financement de la part de l'Etat, aucune coopérative sandiniste n'a cessé de produire.

ANN: Et l'Armée, la Police, la Police rurale ?

LO: C'est un problème. Les Forces armées institutionnelles se sont transformées en observatrices, elles se maintiennent dans leurs bases et leur rôle se limite au dialogue avec les recontras. Ceux-ci se sentent donc encouragés à agir puisque la pression militaire sur eux est minime et qu'en plus, l'impunité est totale. La Police rurale, composée à Waslala de 35 effectifs, tous anciens contras, aide ouvertement les recontras en leur fournissant des munitions, du ravitaillement, etc.

ANN: C'est dans ce contexte qu'a été planifié ton enlèvement, le seul jusque-là qui vise un dirigeant sandiniste. Enlevé le 18

décembre, tu as été libéré le 23 en échange d'une rançon payée par la CIAV-OEA (voir note). Que s'est-il passé durant ces cinq jours ?

LO: Nous avons su quelques semaines avant mon enlèvement qu'un plan était monté par ces politiciens d'extrême-droite dont j'ai déjà parlé et par des recontras pour m'assassiner en même temps qu'un paysan sandiniste, qui a effectivement été tué en novembre. Le 18, un commando de recontras m'a arrêté sur la route de Waslala. Ils m'ont fait descendre de mon véhicule, m'ont frappé avec leurs fusils et interrogé sur les recompas, sur l'Armée, etc. Ils m'ont d'abord dit qu'ils allaient m'exécuter et que j'allais devoir creuser moi-même ma tombe. Nous sommes ensuite partis à pied en direction du nord. Mais depuis des maisons proches, des paysans ont vu ce qui s'était passé. Nous avons marché une partie de la nuit, sans parler; ils me frappaient de temps en temps et m'avertissaient que si on rencontrait des troupes, je serai le premier mort. Le lendemain, on a fait une pause chez un paysan et on a entendu à la radio le communiqué de mon enlèvement. Leur attitude a alors changé, ils m'ont dit qu'ils obéissaient à des raisons politiques, qu'ils voulaient de l'argent et d'autres choses en échange de ma libération et qu'ils allaient me remettre au chef recontra Dimas Tigrillo à San José de Bocay. Nous y sommes arrivés le quatrième jour et Dimas Tigrillo a fait savoir à la CIAV-OEA de Matagalpa et Managua qu'il voulait négocier le lendemain. En attendant, ils ont parlé longuement avec moi, essayant de me convaincre du bien-fondé de leur lutte et me proposant de m'intégrer à leur mouvement. Le 23, le délégué de la CIAV pour la région a rencontré Dimas Tigrillo qui a d'abord exigé la destitution d'Humberto Ortega en échange de ma libération. Mais quelques heures plus tard, le délégué de la CIAV est venu me dire que j'étais libre. Les recontras avaient obtenu de cet organisme une somme d'argent dont j'ignore le montant.

ANN: *Qu'as-tu pu observer pendant ces journées?*

LO: J'ai vu qu'ils contrôlaient totalement cette région dont l'Armée s'est retirée. Ils obligent les gens à les approvisionner et règnent en maîtres absolus. A San José de Bocay, il y avait une réunion d'un groupe important d'environ 150 hommes en armes. Leurs armes et leurs uniformes n'étaient pas neufs. Un autre détail qui m'a frappé est leur absence totale d'organisation et de structure, hormis le contrôle exercé par Dimas Tigrillo. Tous s'auto-proclament chef et cela augmente le danger car ils peuvent faire m'importe quoi. L'un d'entre eux a par exemple annoncé que j'allais être exécuté, alors que la négociation n'était pas ouverte. J'ai pu constater enfin que la CIAV leur sert de base, d'arrière-garde. Le bureau de la CIAV à San José de Bocay est également celui des recontras, qui ont accès aux dépôts de matériel et de vivres gérés par cet organisme.

ANN: *Quelles ont été les réactions à ton enlèvement?*

LO: Les paysans des coopératives n'attendaient que la nouvelle de mon exécution pour passer à l'action, comptant sur le soutien de certains démobilisés de la contra avec lesquels le dialogue ne s'est pas rompu et des sandinistes de la région. S'ils m'avaient tué, c'était la guerre à Waslala. Je dois faire part également de la réaction de certains groupes de solidarité étrangers,

qui se sont immédiatement manifestés pour faire pression sur les autorités. Lorsque j'ai été remis aux autorités du ministère de l'Intérieur de Matagalpa, celles-ci ont essayé de me faire démentir l'accusation portée contre leur délégué à Waslala d'être l'un des instigateurs de l'enlèvement. Mais j'ai maintenu ma position. - (ANN)

Note: Commission internationale d'appui et de vérification, chargée de superviser le désarmement des contras et formée d'effectifs venus des pays de l'Organisation des Etats Américains.

LES CONCESSIONS A LA RECONTRA

Managua, 23 janv.— Cette année, le gouvernement et l'armée veulent, selon leurs propres termes, "rétablir l'ordre dans les zones de conflit du nord du pays". Ce sera d'abord par le dialogue, mais, si cela s'avère nécessaire, par la loi. Certains recontras négocient leur désarmement et marquent des points.

A Tomatoya, dans la région de Jinotega, le gouvernement et le Conseil des commandants de la recontra ont signé un accord selon lequel le leader de la recontra, Bolivar, assumera les fonctions de chef de la Police à Jinotega. Plusieurs recontras s'intégreront également à la direction de la police à San Rafael del Norte, Yali, Pantasma et Wiwili. Dans les 18 communes de la région VI, 25 % des forces de police sont déjà composées de démobilisés de la contra; les recontras s'y incorporeront comme policiers de base et d'autres feront partie des Brigades spéciales de désarmement (BSD). Celui-ci devrait se terminer en février. Les chefs recontras recevront du gouvernement 10 000 dollars, une maison et un véhicule, alors que les combattants de base recevront 200 dollars en échange de la remise de leur fusil. Quelques jours après cet accord, le tristement célèbre chef recontra El Indomable, qui n'appartient pas au Conseil des commandants, a signé une trêve avec le gouvernement. En échange, 20 de ses hommes devraient être intégrés aux BSD et 5 à la Police nationale. En ce qui concerne ses autres exigences (dissolution de l'armée et restitution de toutes les propriétés confisquées), la discussion est remise à plus tard.

D'autre part, douze commandants des Forces nationales d'autodéfense (recompas) ont accepté de rendre leurs armes lorsque la propriété et la vie des sandinistes et de tous les paysans seront garanties dans les zones de conflit. Les recompas pourront également s'intégrer aux BSD et à la Police "si la situation financière le permet".

Personne ne sait comment on pourra parvenir à un désarmement total des forces irrégulières. Même les chefs recontras ne peuvent donner d'informations précises sur le nombre de leurs effectifs. Dès la signature de l'accord et de la trêve, des groupes recontras dissidents ont immédiatement surgis, certains parmi eux cherchant à être reconnus comme chefs pour bénéficier des avantages accordés à ceux-ci.

Il reste à faire la preuve que la participation du ministre des Finances aux négociations signifie une réelle volonté de remédier aux causes du conflit. Une chose est sûre : les nominations de certains recontras à des postes de responsabilité dans la Police tombent à point face aux pressions des Etats-Unis, exprimées par James Baker, pour que les forces de Police soient transformées. - (ANN)

VERS UNE ALTERNATIVE AUTOGESTIONNAIRE ?

Managua, 17 janv.— Tout le monde s'accorde à dire qu'aujourd'hui la gauche latino-américaine manque de propositions face au néo-libéralisme et après l'échec du "socialisme réel". Le Nicaragua, après dix ans de révolution et malgré son gouvernement bourgeois, pourrait être le laboratoire d'une expérience nouvelle. En effet, un secteur de la production se trouve entre les mains des travailleurs. Il connaît de nombreuses difficultés mais il commence, ça et là, à s'organiser. Si ce processus se poursuit, il pourrait aboutir à la formation d'un véritable groupe économique composé d'entreprises de type autogestionnaire susceptibles de promouvoir des changements et d'avancer un projet politique. Nous vous proposons quelques réflexions de l'économiste et sociologue Orlando Nuñez et un article extrait d'El Machete, la revue de l'Association des travailleurs de l'agriculture, qui fait le point sur la situation des entreprises agricoles.

A LA RECHERCHE D'UNE REVOLUTION PERDUE

C'est sous ce titre qu'O. Nuñez a publié dans Barricada une contribution où il examine l'évolution du capital en constant effort pour régénérer sa valeur (concurrence/ monopoles/intervention de l'Etat/retour à la privatisation). Il évoque parallèlement les révolutions de type socialiste et étatiste qui ont fini par être gérées par l'appareil des partis aux mains des bureaucrates. Qu'elles soient socialistes ou bourgeoises, les révolutions "ont été faites par le peuple et ont représenté un progrès vers la démocratisation du pouvoir et de la richesse, mais elles ont été dépourvues d'un sujet populaire qui les gère directement". Aujourd'hui, le néo-libéralisme fait la preuve qu'il ne peut exister sans exploitation, sans répression et sans famine. Par ailleurs, après l'effondrement du socialisme étatiste, "les partis communistes latino-américains et les mouvements de libération abandonnent leurs stratégies respectives, les uns passant un pacte avec la bourgeoisie, les autres négociant avec elle pour trouver un nouvel espace ou un espace partagé. Pourtant, tout semble indiquer que les forces sociales, et en particulier les forces populaires, s'efforcent de trouver une voie autonome pour la gestion de leurs intérêts, remettant radicalement en cause toutes les médiations et tous les intermédiaires, l'Etat, la bureaucratie, les partis et le verticalisme, l'Eglise, le marché (...) Ce

mouvement ne renonce pas aux drapeaux traditionnels de toute révolution, la liberté, l'égalité, la fraternité (...) et aspire à une gestion plus autonome du capital, du pouvoir et de la vie en général". On observe "un mouvement décentralisateur anti-étatiste qui peut avoir théoriquement deux conséquences: le retour à la propriété privée ou bien la démocratisation et la socialisation de la propriété. L'idée de la propriété sociale a avancé, depuis la position démagogique du néo-libéralisme qui parle de "la fonction sociale de la propriété" jusqu'à la lutte pour la coopérativisation et les entreprises autogestionnaires appartenant aux travailleurs". Ce dernier phénomène montre "la possibilité que le capital soit géré sans intermédiaires, qu'il devienne une valeur au service des besoins de l'homme. Nous parlons évidemment d'une tendance ou d'un point de départ".

LES ENTREPRISES AUX MAINS DES TRAVAILLEURS, UNE PERSPECTIVE

Ce mouvement, qui se fait sentir en Amérique latine, est particulièrement visible au Nicaragua où "l'accès des travailleurs syndiqués ou coopérativisés à la propriété et au capital des anciennes entreprises de l'Etat a pris une importance significative et promet d'être un flambeau qui accompagne la lutte pour l'emploi, le salaire et l'organisation syndicale au cours des années qui viennent. La société civile semble donc être l'espace des nouvelles luttes et les mouvements autogestionnaires le prochain sujet politique, social et économique".

Aujourd'hui, un grand nombre d'entreprises de production (agricoles, agro-exportatrices et industrielles) et de services sont entièrement aux mains des travailleurs. Il s'agit des propriétés agricoles données par le gouvernement il y a un an et constituées en entreprises associatives, des coopératives organisées dans la Fédération des coopératives (Fenacoop), des propriétés données aux démobilisés de la contra et de l'armée, de celles qui ont été achetées par des groupes d'individus, des entreprises de services de type associatif. Certaines ont déjà commencé à fonctionner entre elles, évitant de passer par les entreprises de type capitaliste. Par exemple, les coopératives cultivant le coton achètent les services d'une entreprise associative de fumigation. Certaines coopératives, face aux conditions drastiques imposées par les banques nicaraguayennes, sont allées chercher des crédits à l'étranger auprès d'organismes solidaires.

En ce qui concerne la commercialisation des produits, ce groupe, selon O. Nuñez, pourrait étendre une expérience qui se pratique déjà: trouver des marchés privilégiés auprès de groupes solidaires à l'étranger, à l'exemple de l'association suisse Gebana qui achète une partie de la production de bananes et la revend plus cher que les prix pratiqués en Suisse, la différence servant à améliorer les services sociaux dans les bananeraies.

On peut donc imaginer un groupe économique dont les entreprises échappent autant que possible au capital privé, en exportant ensemble, en ayant leur propre banque, en investissant entre elles, en ayant leur propre réseau commercial, comme les "Magasins paysans" qui existent déjà. Il reste beaucoup de problèmes à régler, des contradictions, des méfiances. Toutes les entreprises n'ont pas le même degré d'autogestion. Certaines

sont aux mains de quelques individus, d'autres sont des collectifs plus grands. Mais O. Nuñez est optimiste: les travailleurs ont la capacité de concevoir ce projet et de le défendre. "Dans ce modèle, ce n'est plus l'Etat qui gère, c'est le travailleur/producteur, à travers l'assemblée des actionnaires qui correspond à l'assemblée des syndiqués, puisque les travailleurs de ces entreprises ont dû s'organiser pour les gagner et les défendre". Ce projet doit fonctionner comme projet politique et social complet. "Cela peut devenir un projet politique et une alternative de développement de la gauche, se construisant pour la première fois à travers un projet économique qui peut lui donner un poids réel. C'est un tournant important: il ne s'agit plus d'un système distributif, mais de collectifs d'ouvriers qui pensent et agissent comme producteurs en étant liés à la base, puisque ce sont eux la base. C'est une alternative à l'étatisme et à la propriété individuelle. Ce modèle, que l'on peut mettre en oeuvre sans avoir les rênes du pouvoir, aide à régler la question de l'efficacité et de la transparence. C'est un pas important vers une vraie démocratie participative".

Ce groupe économique, dont on dit qu'il aurait plus de poids que le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), pourrait avoir une influence au niveau national et pousser à la promotion de lois qui favorisent la participation des travailleurs dans l'entreprise. Mais il pourrait également servir d'exemple hors des frontières, en particulier au Salvador. Nombre de collectifs de production autogestionnaires se sont déjà constitués dans les zones qui étaient sous le contrôle du FMLN, où les récents Accords de New York reconnaissent comme un état de fait la tenure de la terre et prévoient l'approfondissement de la Réforme agraire. - (ANN)

UNE EXPERIENCE AUTOGESTIONNAIRE DANS L'AGRICULTURE

B. Gonzalez

Managua, janv. — En pleine vague néo-libérale, les travailleurs affiliés à l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC) disputent au capital une partie du contrôle de l'économie nationale. Expérience fascinante quand on sait que l'une des principales politiques d'ajustement est la privatisation des entreprises de production de l'Etat. En effet, l'école néo-libérale considère que la présence de l'Etat dans des secteurs qui reviennent de droit au capital privé introduit des éléments perturbateurs dans le fonctionnement du marché libre car l'administration de l'Etat, c'est-à-dire les bureaucrates et technocrates, tend à l'inefficacité et à l'immobilisme économique.

Nous pouvons dire au passage que l'expérience d'un Etat propriétaire, capitaliste ou non, favorise à long terme l'immobilisme, mais nous n'allons pas examiner ici le bien-fondé de cet argument. La réalité qui nous intéresse est la volonté du gouver-

nement nicaraguayen de se défaire de la presque totalité de ses entreprises agricoles, créées au cours des dix dernières années, bien qu'il s'agisse des unités de production les plus importantes et dans certains cas les plus efficaces.

C'est là l'aspect le plus intéressant de la privatisation. L'Etat veut se défaire de ces entreprises, comme le préconise l'école néo-libérale qui conseille de les vendre au capital le plus fort. Or, au Nicaragua, il n'y a pas dans l'agriculture de capital privé important mais au contraire une population rurale composée d'une part de travailleurs salariés, de paysans pauvres sans terre, de démobilisés de la contra et de l'armée et d'autre part de coopératives, de petits, moyens et grands propriétaires.

LA PART DES TRAVAILLEURS DANS LA PRODUCTION

Les premiers ne possèdent rien et se sont affrontés dans un conflit télécommandé par les Etats-Unis. Mais comme le gouvernement s'est engagé à établir la paix et qu'il subit la pression du capital financier international (FMI, Banque mondiale, capitaux des Etats-Unis, d'Allemagne et du Japon) pour réaliser un ajustement économique de type néo-libéral, il se voit obligé à privatiser en faveur de ces secteurs. C'est un phénomène véritablement original en Amérique latine: la privatisation dans l'agriculture aboutit à une socialisation et non à une concentration en faveur du privé.

C'est pour ces raisons politiques et économiques que les travailleurs de l'ATC ont eu accès à une part importante de la propriété et des actifs des entreprises d'Etat. Ce fait a un caractère structurel notable à cause du poids économique de la richesse que les travailleurs contrôlent aujourd'hui. Ils ont acquis et continuent à acquérir des propriétés importantes dans les secteurs essentiels de la production: environ 10 % de la production de café d'exportation, 10 % de la production de riz d'exportation, 25 % de la production de tabac d'exportation, 25 % de la production de bananes exportables, 10 % du cheptel et des terres d'élevage, 20 % des meilleures terres et du meilleur matériel dans le coton.

Les travailleurs de l'ATC deviennent un des groupes économiques les plus puissants du pays et, dans un cadre néo-libéral, les groupes économiques ont aussi une influence politique. Nous avons donc affaire à un groupe économique et politique, mais collectivisé. Les travailleurs sont devenus propriétaires collectifs de moyens de production. Le plus curieux est que cela se produise sous un gouvernement bourgeois, c'est-à-dire dans les conditions les plus défavorables. Les travailleurs ne peuvent pourtant pas crier victoire et doivent entre autres régler le problème de l'efficacité. Ils ont opté pour la solution de l'auto-gestion, c'est-à-dire de la volonté collective.

LA CREATION D'EMPLOI, UN OBJECTIF IMMEDIAT

Ce choix est dû en partie à la conscience qu'ils sont capables de gérer des entreprises. Mais en cette période de crise économique

profonde, les entreprises connaissent des conditions très défavorables et les travailleurs doivent démontrer qu'ils peuvent les faire tourner et, au moins, créer des emplois. Pour le moment, beaucoup d'entreprises ne parviennent pas à maintenir l'emploi et ont même renvoyé des associés afin de maintenir leur équilibre. Nous devons conclure que pour l'instant l'autogestion dans les entreprises du secteur aux mains des travailleurs de l'ATC présente des déficiences dans la gestion des ressources et devra régler ce problème de manque d'efficacité.

Le paradigme néo-libéral de la concurrence ne fonctionne que s'il y a plein emploi des facteurs de production (terre, capital, force de travail). Si l'un d'entre eux n'est pas en équilibre, le schéma néo-libéral ne marche pas; or c'est lui qui fixe les règles du jeu économique. Les entreprises des travailleurs doivent donc parvenir au plein usage des facteurs de production pour faire la preuve que l'autogestion est une solution viable mais aussi parce que dans ces entreprises d'origine syndicale, la priorité doit être donnée à l'emploi. Il faut créer des postes de travail avant de passer à la question des bénéfices. C'est pourquoi la création d'emploi doit aller de pair avec l'augmentation de la productivité marginale du revenu, sinon elle n'est possible que par l'endettement, solution envisageable à la condition qu'il soit souple et utilisé avec prudence. - (ANN/El Machete)

HAÏTI: LE RETOUR D'ARISTIDE SEMBLE S'IMPOSER

Sergio Ferrari

Managua, 13 janv.— Les trois mois qui se sont écoulés depuis le coup d'Etat militaire à Haïti constituent une page noire dans l'histoire de l'île, après la victoire électorale écrasante du Père Aristide aux élections de 90 et l'euphorie qui a accompagné son investiture et les sept mois de gouvernement populaire. 2 000 victimes, entre morts et blessés, le retour de la terreur, la persécution des sympathisants d'Aristide, l'émigration massive et désespérée de milliers d'Haïtiens et la semi-paralysie économique liée aux sanctions de l'OEA sont les composantes du drame actuel. Rien n'a changé dans la structure du pouvoir depuis le 8 octobre, lorsque Joseph Nérette a été investi provisoirement de la présidence par les putschistes.

Fin 91, lorsqu'il est devenu évident pour tous qu'il était impossible d'administrer le pays le plus pauvre du continent confronté de surcroît à l'isolement international, le choix de la négociation a semblé s'imposer. La solution "avec Aristide" a repris de la force au sein des groupes politiques dirigeants, au détriment de la solution "sans Aristide" défendue par le Général putschiste Cédras et son groupe. L'agressivité s'est alors détournée d'Aristide pour se reporter principalement sur son premier ministre, le combatif Rene Préval, pilier de la résistance anti-militaire.

L'article de la constitution haïtienne qui régleme les situations exceptionnelles signale la possibilité d'une normalisation électorale après une crise de pouvoir, seulement si "les circonstances le permettent". Selon cet article, de nouvelles élections auraient donc dû venir marquer une transition ordonnée qu'il est aujourd'hui impossible d'imaginer sans qu'y participent d'une manière ou d'une autre Aristide et le mouvement Lavalas. Pendant que l'armée, en vue de ces éventuelles élections, agitaient le nom de Marc Bazin -l'homme de Washington battu aux élections de 90-, Aristide tentait de promouvoir la candidature d'un allié socialiste du mouvement Lavalas. Mais aucune de ces deux cartes ne s'est imposée.

Début janvier, les parlementaires haïtiens ont proposé à l'OEA et à Aristide lui-même la proposition de nommer comme premier ministre René Théodore, principal dirigeant du minuscule Parti communiste haïtien et critique implacable du "populisme lavalassien". Une solution qui semble convenir à Washington et au groupe du Général Cédras. Si elle était adoptée, R. Théodore, qui a obtenu seulement 1,8 % des voix aux dernières élections, serait proclamé premier ministre et gouvernerait le pays avec Aristide. L'acceptation de ce dernier serait dans ce cas-là une concession destinée à dénouer une crise qui, sinon, risque de s'institutionnaliser, permettant aux putschistes de se maintenir au pouvoir. R. Théodore devrait voyager prochainement au Venezuela pour y rencontrer le président Aristide et la commission de l'OEA chargée de la situation haïtienne. Le but de ce voyage est d'examiner les mesures à prendre pour un retour à l'ordre constitutionnel à Haïti, la formation d'un cabinet d'unité nationale et le retour du président Aristide à ses fonctions, conformément aux résolutions de l'OEA.

La survie est devenue difficile sur l'île, même si la contrebande à partir de la République Dominicaine atténue partiellement les effets de l'embargo. L'approvisionnement illégal en pétrole par l'île indépendante d'Aruba, située au large du Venezuela et qui ne fait pas partie de l'OEA, ainsi que par une compagnie colombienne réduisent l'impact du blocus en ce qui concerne le combustible, mais la crise interne ne fait que s'accroître. Un grand nombre d'organisations internationales officielles et non gouvernementales se sont retirées d'Haïti, entre autres l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et d'autres ont mis un frein à leurs projets, comme l'AID des Etats-Unis. L'OEA, qui prétend jouer un rôle dans le renforcement de la démocratie en Amérique latine, met toute son énergie dans la recherche d'une solution car son prestige et de sa reconnaissance internationale sont en jeu si un dénouement ne survient pas rapidement. Bien que le dernier mot revienne aux militaires quant à un éventuel arrangement politique, l'actuelle crise économique et sociale ne laisse que peu d'espace à une solution qui ne soit pas de consensus et n'inclue pas, à court ou moyen terme, le Père Aristide. - (ANN)

EN BREF

VISITE DE J. BAKER. Le Secrétaire d'Etat James Baker a assisté à la signature des accords de paix salvadoriens à Mexico, où il s'est entretenu entre autres avec Daniel Ortega. Le leader sandiniste a appelé J. Baker à normaliser les relations des Etats-Unis avec Cuba dans le cadre du processus de détente dans la région. Le chef de la diplomatie étatsunienne a exprimé la position officielle de son pays selon laquelle des élections libres doivent avoir lieu tout d'abord à Cuba. J. Baker a ensuite effectué une visite-éclair au Nicaragua où il a rencontré la présidente Chamorro. Il a annoncé un programme d'assistance économique "significatif" pour 92 tout en exprimant sa "préoccupation" quant à "la sécurité et la stabilité" au Nicaragua, associant ce thème à celui d'une "force de police qui soit professionnelle et non celle d'un parti". D. Ortega a interprété cette "préoccupation" comme une pression et une ingérence dans les affaires intérieures du pays. "Le principal problème de la stabilité n'est pas la Police mais le chômage et la faim, et pour les affronter nous avons besoin d'une plus grande coopération des Etats-Unis".

DROITS DE L'HOMME. 154 plaintes pour atteintes aux droits de l'homme ont été déposées contre des membres de la police au cours du second semestre 91 et 71 d'entre elles se sont avérées fondées, selon les chiffres mêmes des autorités policières qui concordent avec ceux du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH). Les noms des coupables seront rendus publics dans les médias et ceux-ci seront sanctionnés. Une Inspection générale de la police sera créée pour recevoir les dénonciations de corruption et mauvais traitements.

LE MOUVEMENT COMMUNAL a un nouveau dirigeant : René Nuñez remplacera à ce poste le Père Miguel d'Escoto, désormais responsable du Mouvement à Managua.

DROGUE. La cocaïne a fait 27 morts par overdose en 91, un phénomène nouveau au Nicaragua. La quasi totalité des victimes sont des indigènes des communautés de la Côte Atlantique, peu informés des effets de cette drogue. Les autorités estiment qu'environ 1 000 kilos de cocaïne ont été rejetés à la mer au moment de contrôles policiers des bateaux de pêche. Ce trafic est devenu une alternative économique pour les communautés pauvres de l'Atlantique nord qui échappent pour le moment au contrôle des forces de l'ordre, concentré sur Bluefields. Les cartels colombiens de Medellin et Cali seraient en train d'introduire l'opium dans le pays et d'étudier les possibilités de trafic par la côte pacifique. Selon la Fondation Le Patriarce, la marijuana et la cocaïne gardent la préférence des Nicaraguayens mais la demande pourrait croître pour le dérivé de l'opium, l'héroïne, si celle-ci est introduite sur le marché.

LE COMMANDANT FRANKLIN, ex-leader de la contra, a démissionné de son poste au ministère de l'Intérieur pour se consacrer à ses affaires. Il a dénoncé la corruption administrative et s'est plaint du mauvais fonctionnement des brigades de désarmement, "entravées par des secteurs radicaux", ainsi que

de la lenteur du gouvernement à rendre les terres injustement confisquées à leurs anciens propriétaires.

DES MENACES DE MORT pleuvent par téléphone sur le Mouvement écologiste nicaraguayen (MAN) pour le rôle qu'il a joué dans la fermeture de l'usine de chlore Penwalt. Le MAN appuie les revendications du syndicat de la Penwalt : indemnisation des travailleurs licenciés et pension pour les 80 travailleurs contaminés au mercure.

LE TRIBUNAL MILITAIRE se refuse à libérer les militaires condamnés pour avoir vendu des armes au FMLN. Ils devraient logiquement bénéficier de l'amnistie présidentielle décrétée fin décembre pour tous les auteurs de délits politiques ou de droit communs annexes. Les familles des militaires, avec l'appui du CENIDH et du Mouvement communal, se heurtent au refus du tribunal militaire qui considère que "l'esprit du décret présidentiel ne couvre pas ces militaires" car leur délit n'est pas d'ordre politique.

L'EXPULSION d'un groupe de 270 familles d'ex-contras qui occupent un terrain appartenant à la municipalité et sur lequel ils ont construit leurs habitations précaires a été ordonnée par le maire de Managua Arnoldo Aleman et la police est intervenue violemment dans ce bidonville, frappant certains de ses habitants.

SANTE. Le syndicat des travailleurs de la Santé Fetsalud a rejeté le projet gouvernemental de faire payer les soins dans les centres de santé publics et a exigé une augmentation du salaire minimum dans ce secteur. Il a menacé d'organiser de nouvelles mobilisations si ses demandes n'étaient pas respectées.

AERONICA, la compagnie aérienne nationale, sera vendue pour 49 % de ses parts à la compagnie salvadorienne TACA. Le syndicat d'AERONICA a obtenu la remise de 25 % des parts de l'entreprise aux travailleurs et le maintien de 120 des 500 de ses travailleurs. Ceux-ci ont suspendu les vols en direction de Miami en réponse à ce qu'ils considèrent comme un bradage du patrimoine national.

VIOLENCE CONTRE LES TRAVAILLEURS de l'entreprise de transport public Enabus. Ils protestent contre le fait que, selon eux, 56 bus offerts par le Japon vont être donnés à des transporteurs privés et non à l'entreprise nationale, comme le prévoit un accord signé l'an dernier. Ils occupaient le ministère de la construction et des transports lorsque la police les a chargés avec un luxe de violence. Il y a eu 48 arrestations et 18 blessés. La Commission des droits de l'homme (CENIDH) va porter plainte car elle estime que l'action de la police a été "disproportionnée et brutale, alors que les voies de la négociation n'avaient pas été épuisées".

BANANERAIES. Les travailleurs des bananeraies sont en grève pour obliger le gouvernement à appliquer l'accord passé il y a quelques semaines (voir bulletin 254).

LICENCIEMENTS. 650 employés du ministère de l'Education ont été licenciés sans discussion préalable avec les syndicats, en violation ouverte du Code du travail et de la Constitu-

tion. Les travailleurs licenciés ont été convoqués un par un et invités à signer leur "démission volontaire" en échange d'un contrat de travail d'un an.

DESERTION SCOLAIRE : 80 % selon les aveux du ministre Belli, qui, avec l'aide de la Banque mondiale, fait mener une enquête pour en comprendre les raisons...Il a annoncé également des primes pour les écoles et les professeurs qui ont les taux les moins élevés de désertion.

LES ORGANISATIONS PARAMILITAIRES des exilés cubains poursuivent leur entraînement dans le sud de la Floride malgré la sentence appliquée à Cuba à trois d'entre eux. Des représentants de certains de ces groupes ont déclaré que la sentence, loin de les dissuader, les stimulaient au contraire à préparer de nouvelles incursions sur l'île. - (ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions 1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.
Un paiement semestriel est possible.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 27253.